

### *Initiatives ministérielles*

Ce projet menace directement les normes nationales de santé établies dans la Loi canadienne sur la santé. Ce sont les femmes et les enfants qui sont les premières victimes de ces compressions imposées par les conservateurs—et ce projet n'est qu'un exemple parmi tant d'autres de cette manie des compressions tous azimuts.

Un sous-comité des Communes tient des audiences en ce moment sur le cancer du sein, l'augmentation du nombre de ces cancers chez les Canadiennes et les Nord-Américaines ainsi que sur toute la question des soins d'obstétrique et de gynécologie et des services de pédiatrie, dans un pays comme le Canada qui compte plus de un million d'enfants vivant dans la pauvreté. Ces compressions vont faire diminuer encore les services que notre société doit assurer aux femmes et aux enfants. Elles ouvrent la porte à la surfacturation, à la facturation des services, à la réduction des services, au transfert de la fonction d'assurance au secteur privé et à la création de deux classes de services de santé.

Les femmes et les enfants sont toujours les plus durement touchés lorsque les services de santé deviennent peu accessibles. Les mères seules et leurs enfants forment la majorité des familles à faible revenu. Le gouvernement maintient les avantages fiscaux de la grande entreprise tout en tournant le dos à ceux qui ont le plus besoin d'aide, aux enfants réduits à l'indigence, aux enfants qui font la queue avec leur mère devant les banques d'alimentation pour obtenir un panier de provisions. Ce sont toujours les citoyens à faible et à moyen revenus qui font les frais des politiques conservatrices.

Le projet de loi porte aussi atteinte à notre système d'enseignement postsecondaire, à un moment où le sous-financement paralyse déjà les universités canadiennes. Comment le gouvernement peut-il parler *ad nauseam* de la croissance économique, de la concurrence et de la compétitivité sur les marchés internationaux, d'une part, tout en continuant, d'autre part, d'affaiblir les institutions qui peuvent fournir la formation et la technologie dont les Canadiens ont besoin pour être concurrentiels sur les marchés mondiaux? Comment peut-il continuer de parler de l'égalité des femmes alors qu'il restreint l'accès de ces dernières à un enseignement de qualité?

C'est en s'instruisant que les femmes pourront obtenir des emplois plus rémunérateurs et qu'elles réussiront à se sortir du cercle vicieux de la pauvreté dont elles sont prisonnières. Au Canada, pour un travail à plein temps qui dure toute l'année, les femmes ne gagnent encore

que 66 p. 100 du salaire que touchent les hommes. Le gouvernement ferme encore la porte aux femmes et aux jeunes, aux Canadiens qui n'auront pas les moyens de faire des études universitaires.

Mon collègue de Regina a dit tout à l'heure que, à la fin des années 30, lorsque l'argent se faisait rare, on en a trouvé pour participer à la guerre. La même situation s'est produite à la Chambre il y a un an. On nous disait alors qu'il n'y avait pas de fonds pour les garderies, pour les soins de santé et pour les services sociaux, mais on en a pourtant trouvé pour participer à la guerre du Golfe.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Je suis désolé, mais le temps de la députée est écoulé.

**M. Mike Breagh (Oshawa):** Monsieur le Président, je tiens à intervenir dans ce débat aujourd'hui parce que nous estimons utile à ce stade-ci de l'étude de ce projet de loi de tenir un grand débat au sujet de ce qui sera sans aucun doute un point tournant dans l'histoire de notre pays.

C'est que le gouvernement transforme complètement le rôle qu'il joue dans toutes sortes de programmes à frais partagés avec les provinces. Il s'agit, entre autres, de l'éducation, des soins de santé, du logement, des programmes sociaux et de toute une gamme de services qui commencent à se développer autour de la garde des enfants, de problèmes dont on ne parlait guère il y a une dizaine d'années, comme les enfants maltraités et la violence faite aux femmes.

Nous commençons tout juste à cerner le problème et à mettre en place des programmes pour y remédier. Comme il s'agit, bien entendu, des derniers programmes en date, ils auraient du mal à obtenir des fonds même en temps normal. Or, par ce projet de loi, le gouvernement fédéral proclame qu'il n'entend plus supporter sa juste part du fardeau, qu'il se défile.

Je me suis demandé, pendant ce débat, pourquoi les ministériels ne prenaient pas la parole pour défendre la cause. Et tout à coup, j'ai compris qu'ils n'avaient pas besoin de le faire puisque leurs alliés traditionnels le faisaient à leur place.

On disait jadis que les libéraux étaient des conservateurs pressés. De nos jours, ce sont les conservateurs qui sont des libéraux pressés. Alors que Pierre Elliott Trudeau se contentait d'un programme de modération de 6 et de 5 p. 100 à l'échelle nationale, les conservateurs trouvent que c'est de la petite bière. Ce qu'ils veulent, c'est zéro pour cent, absolument rien.